

ÉVALUATION FINALE

JEUNES EN VIGIE - DE L'AUDIT SOCIAL AUX DROITS À LA SANTÉ POUR TOUS ET TOUTES LES ADOLESCENTES ET JEUNES FEMMES EN ACTION !

ÉVALUATEURS : STÉPHANE VANCUTSEM ET SOUKEYNA OUEDRAOGO - HMST
DATES DE L'ÉVALUATION : NOVEMBRE 2023 - MAI 2024



**PAYS DE MISE
EN ŒUVRE :**
SÉNÉGAL,
BURKINA FASO



BUDGET :
1 701 000 €



**PORTEUR
DE PROJET :**
Equipop

PARTENAIRES :
Conseil Burkinabé
des Organisations
de Développement
Communautaire
(BURCASO),
SOS/Jeunesse et Défis
(SOS/JD), Jeunesse et
développement (JED),
RAES



**DATE
DE DÉBUT :**
01/09/2020

**DATE
DE FIN :**
07/03/2024

LE PROJET

Contexte

Au Burkina Faso et au Sénégal, la situation et les indicateurs (rarement désagrégés par sexe et par âge) sont particulièrement préoccupants pour les adolescentes et jeunes femmes (AJF) en termes d'accès à des services de santé de qualité et de droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR). Or, les AJF burkinabé et sénégalaises sont nombreuses à commencer tôt leur vie procréative avec des conséquences non seulement en termes de transmission du VIH mère-enfant, mais également de morbi-mortalité maternelle, néonatale et infantile. Par ailleurs, les personnels de santé sont peu sensibilisé-e-s et formé-e-s à l'approche jeunes et DSSR. En outre, la majorité des jeunes (y compris scolarisé-e-s) ont des connaissances très faibles, erronées ou incomplètes sur la sexualité et sont dans une sorte de panique morale entretenue par l'absence de communication intergénérationnelle et le poids de la morale religieuse.

Mode opératoire du projet

Equipop et ses partenaires travaillent en consortium. Ainsi, les rôles sont définis pour chaque partenaire, avec l'appropriation et la désignation de chaque activité par le partenaire : (1) Equipop a un rôle de coordination générale et d'appui technique; (2) les OSC locales jouent un rôle central, puisqu'elles mettent en œuvre le projet. RAES joue un rôle d'appui technique pour les formations en média training et la création de supports de communication.

OBJECTIFS

Objectif général

Renforcer l'accès des adolescentes et jeunes femmes à des services de santé de qualité intégrés et adaptés à leurs besoins et contraintes spécifiques et respectant leurs droits.

Objectifs spécifiques

- ▶ Faciliter l'empouvoirement des AJF et le renforcement de leurs capacités à porter le changement en matière d'accès à l'information et aux soins de santé ;
- ▶ Renforcer les capacités du personnel de santé à fournir des informations et des soins de prévention et de prise en charge des trois pandémies de qualité et adaptés aux AJF ;
- ▶ Contribuer au changement des normes sociales et des politiques favorables aux DSSR des adolescents et jeunes grâce à des actions de mobilisations sociales et politiques menées par les jeunes et adolescent.e.s ;
- ▶ Produire de nouvelles connaissances sur les outils et méthodologies visant à renforcer les capacités des AJF et des prestataires de santé pour améliorer l'offre de soins auprès des jeunes.

RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION

Pertinence

Le projet trouve toute sa légitimité par rapport au contexte des deux pays et des régions/districts ciblés. Pour faire face à ces contraintes et pour soutenir la prise de conscience par les AJF de leur pouvoir d'agir, le projet tente de combiner deux approches au pouvoir transformatif : l'empouvoirement des AJF auditrices et l'exploitation d'outils de redevabilité sociale, tel que l'audit social.

Efficacité

L'efficacité du projet est globalement positive. Le projet a grandement contribué à l'empouvoirement des AJF. Il a aussi contribué à renforcer les capacités du personnel de santé, avec notamment la déconstruction de certaines représentations liées à la santé sexuelle et reproductive. Le projet a contribué à accompagner le changement des normes sociales et des politiques, en particulier au niveau local des six districts sanitaires. La portée du plaidoyer au niveau national reste par contre très limitée dans chacun des deux pays. Enfin, le projet a produit trois livrables de capitalisation (cahier d'empouvoirement, guide sur la démocratie en santé et vidéos de retours d'expérience).

Efficience

L'efficience du projet est jugée moyenne. Les retards au démarrage du projet (essentiellement administratifs), accentués d'une part par la longueur du processus de co-création des outils de formation et de l'audit social et d'autre part par des difficultés spécifiques au consultant chargé de l'analyse des données, ont eu comme conséquence des retards significatifs dans la mise en œuvre des activités.

Impact

De nombreux changements en termes d'empouvoirement des auditrices sont à noter : en termes de transmission (à leurs pairs), d'orientation (référente), de pouvoir intérieur (confiance), leadership, solidarité, prise de conscience, capacité de décider. D'autres effets sont observables : (1) les jeunes ont acquis une conscience accrue de leurs droits fondamentaux, notamment celui d'aller consulter et de se faire soigner dans les formations sanitaires; (2) le renforcement de la collaboration et des échanges entre les prestataires de santé et les jeunes.

Durabilité

Parmi les atouts : l'empouvoirement des AJF auditrices ; le renforcement des compétences des prestataires. En outre, le fait que ceux-ci aient été ensuite impliqués dans les diverses actions de mobilisation sociale et politique contribue sans nul doute à leur appropriation des enjeux du projet.

Parmi les contraintes : le volet « dispositif de veille citoyenne » du projet devrait encore faire l'objet d'une meilleure appropriation par les différentes parties prenantes (y compris organisations partenaires et auditrices) ; les contextes politiques dans chacun des deux pays (en particulier l'insécurité grandissante au Burkina Faso) pourraient impacter la durabilité des acquis du projet.



Conclusions et recommandations

Les nombreux changements de comportements observés chez les auditrices au terme du projet révèlent que leur empouvoirement est bien solide et constitue une force indéniable pour la poursuite des objectifs à plus long terme (notamment sur le volet redevabilité sociale/veille citoyenne). Ces changements sont le fruit d'une part des différentes formations dont ont bénéficié les auditrices et d'autre part de l'exercice d'audit social qui a constitué une formidable opportunité pour la mise en pratique des acquis des formations.

Par ailleurs, l'approche orientée changements adoptée par Equipop a sans nul doute permis de renforcer cet empouvoirement.

Les retards dans la mise en œuvre du projet ont impacté les résultats relatifs au plaidoyer. En effet, les actions de mobilisation sociale et politique, quand bien même elles ont constitué des moments importants, ont été menées dans un laps de temps trop restreint, avec au final des actions de plaidoyer non abouties.

Parmi les principales recommandations, pour Equipop en tant que porteur de projet :

- (1) encourager les réflexions collectives sur la durabilité du dispositif de veille ;
- (2) encourager les réflexions collectives sur le statut des auditrices ;
- (3) renforcer l'approche multi-acteurs (en intégrant les autorités nationales dès le début, en établissant des liens avec d'autres acteurs) ;
- (4) maintenir le bon équilibre entre redevabilité et apprentissage : d'une part, disposer d'indicateurs de résultats qui soient suffisamment rigoureux (qualitatifs mais aussi quantitatifs) et d'autre part, renseigner ceux-ci de manière complète et régulière.

Dans le cadre d'une éventuelle phase 2, Equipop devrait :

- (1) développer un mécanisme durable de concertation entre jeunes et prestataires pour l'amélioration des services. Dans ce cadre, encourager les autorités à multiplier/réhabiliter les espaces jeunes dans les centres de santé et de manière générale, renforcer l'approche jeunes ;
- (2) assurer le suivi des engagements pris par les autorités. Cela passe avant tout par le renforcement des capacités des partenaires en matière de plaidoyer et ensuite par l'élaboration d'un plan de plaidoyer plus structuré et soutenu dans la durée.

FÉVRIER 2026